

Études internationales



Gill, Louis, *Économie mondiale et impérialiste*, Montréal, Boréal Express, 1983, 416 p.

Michel Lelart

Volume 16, numéro 4, 1985

L'ONU : quarante ans après

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701936ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701936ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Lelart, M. (1985). Compte rendu de [Gill, Louis, *Économie mondiale et impérialiste*, Montréal, Boréal Express, 1983, 416 p.] *Études internationales*, 16(4), 886–887. <https://doi.org/10.7202/701936ar>

l'ouvrage, auprès d'une opinion de plus en plus renseignée

Gérard BEAULIEU

Département d'histoire
Université de Moncton, Canada

ÉCONOMIE INTERNATIONALE

GILL, Louis, *Économie mondiale et impérialiste*, Montréal, Boréal Express, 1983, 416 p.

Cet ouvrage, publié en hommage à Karl Marx pour le centenaire de sa mort, adopte une approche résolument marxiste. L'auteur saisit la réalité mondiale comme un tout organiquement lié et interdépendant. L'économie et la politique internationales ne sont jamais dissociées. Leur analyse, largement historique, se réfère en permanence à la lutte des classes qui expliquerait les deux dernières guerres mondiales et, au-delà, les processus d'accumulation financière capitaliste, comme la crise du système monétaire international.

C'est dire à la fois tout l'intérêt mais en même temps les limites de l'ouvrage. Entre la présentation de l'analyse marxiste de l'histoire et le rappel des principales conceptions du capital financier, le chapitre le plus original est sans doute celui que l'auteur consacre à l'histoire des relations internationales depuis le début du siècle. On a cependant bien du mal à le suivre quand il explique l'alliance de Staline avec Hitler en 1940 puis avec l'Amérique en 1944 par le conflit qui oppose la bureaucratie du Kremlin et la révolution prolétarienne !

Les chapitres qui suivent traitent des relations financières, commerciales puis monétaires au niveau international. L'essentiel est traité, et il l'est correctement. La présentation de mécanismes souvent techniques n'empêche pas l'ouvrage de rester accessible (le calcul de la valeur du DTS fait exception : il aurait pu être beaucoup plus simplifié). On ne peut toutefois admettre sans réserves certaines af-

firmations ou certaines explications de l'auteur.

Il s'agit d'abord de la création des euro-dollards : il n'est pas exact que le dépôt dans une banque à Londres ne modifie pas la création de monnaie aux États-Unis et l'augmente en Grande-Bretagne (p. 154). La création monétaire ne varie pas, c'est une augmentation des liquidités qui survient, et elle n'est pas liée au dépôt, mais au crédit qui peut s'en suivre. L'impact inflationniste, qui nous semble établi, est néanmoins indirect et beaucoup moins important. Il l'est d'autant moins que les réserves conservées par la banque ne sont pas « le plus souvent négligeables » (p. 156), tout simplement parce que l'absence d'une banque centrale leur fait courir un plus grand risque. Et le facteur de multiplication est limité non seulement par le pourcentage de ces réserves, mais aussi par le pourcentage des dollars qui sont conservés aux États-Unis. Ce facteur n'est pas de 10, il est selon toute probabilité inférieur à 2 actuellement.

Il s'agit aussi des droits de tirage spéciaux, dont on ne peut admettre que « le caractère résolument inflationniste se passe de commentaires » (p. 315). Ils sont effectivement créés *ex nihilo*, mais quand un pays les utilise, il faut bien qu'un autre cède des devises en contrepartie. La contrepartie n'existe pas au moment de l'allocation, elle intervient au moment de l'utilisation. C'est bien la raison pour laquelle il n'a été créé à ce jour que 21 milliard de DTS, et il n'y a plus de consensus pour en créer davantage.

Il s'agit enfin du Système monétaire européen. On pardonnera volontiers à l'auteur d'avoir confondu les marges de variation, qui sont situées à 2,25 % du cours pivot bilatéral et qui nécessitent des interventions, avec le seuil de divergence, qui est calculé par rapport à l'Écu – ce qui oblige à neutraliser le poids de la monnaie considérée dans le panier – et qui ne crée pas d'obligation : les pays sont seulement présumés prendre certaines mesures. Il est plus difficile d'admettre que l'Écu n'est pas un instrument de paiement et de commander sans appel les ajustements décidés depuis 1979 : ils sont parfaitement normaux, le

nouveau système est simplement plus souple que l'ancien serpent (p. 331).

Ces quelques remarques n'altèrent pas l'intérêt de l'ouvrage qui nous apprend beaucoup sur l'évolution du système monétaire international. Mais on voit mal le lecteur se laisser convaincre que « les rivalités quotidiennes inévitables entre les États-Unis bourgeois nationaux qui se survivent à l'époque de l'impérialisme démontrent l'impossibilité de l'unification de l'Europe sous le régime de la propriété privée des moyens de production » (p. 331). L'Europe paraît sans doute plus difficile à se faire pour qui observe son évolution de Montréal que pour qui se sent engagé à Paris ou à Bruxelles.

Michel LELART

Centre national de la recherche scientifique — IOF, Paris

HUFBAUER, Gary Clyde et ERB, Johanna Shelton. *Subsidies in International Trade*. Washington (D.C.), Institute for International Economics, 1984, 302p.

Ce volume examine l'un des problèmes les plus complexes du système commercial mondial, soit les subventions et leurs effets. Cet ouvrage fait partie d'un vaste programme de recherche effectué par l'Institut d'économie internationale, sur les problèmes et les politiques d'échanges commerciaux. Divisé en six chapitres et huit appendices, il a pour objectif d'analyser la nature et les effets des subventions; d'évaluer l'état actuel des régulations nationales et internationales; et de proposer quelques changements à la pratique d'aide financière que l'on retrouve chez les grands industrialisés.

Le premier chapitre constitue une introduction sur le caractère des subventions, la nécessité de rationaliser leur utilisation et d'établir des critères d'application. Le second chapitre analyse la variété d'impacts commerciaux que crée l'aide subventionnelle. Le troisième chapitre résume et évalue la série de règlements qui gouvernent les subventions à l'exportation notamment ceux qui font une différence entre les biens vendus sur les mar-

chés nationaux et ceux destinés à l'exportation. Le quatrième chapitre s'intéresse à la question croissante des subventions domestiques, notamment celles qui n'établissent aucune distinction entre les produits vendus sur le marché intérieur et extérieur mais qui néanmoins affectent les conditions du commerce international. Le cinquième chapitre esquisse la gamme de solutions qui sont présentement à la disposition des pays qui font face à du commerce subventionné, celles-ci allant de simples taxes compensatoires à l'établissement de contre-subventions. Le dernier chapitre présente enfin quelques recommandations. Les auteurs suggèrent la façon dont les principes d'impacts commerciaux peuvent être simplifiés, les définitions de subventions domestiques et à l'exportation élargies, et des solutions plus efficaces élaborées. Les appendices présentent quelques documents se référant à l'Accord général sur les tarifs et le commerce, à l'Organisation de coopération et développement économique et au département du Commerce des États-Unis.

Les subventions sont au coeur des conflits commerciaux récents entre les pays industrialisés notamment eu égard à l'agriculture, l'acier et plusieurs produits de hautes technologies. La raison en est bien simple. Aucun gouvernement ne désire abandonner des marchés que ce soit à des firmes étrangères ou à d'autres gouvernements. Les subventions deviennent donc un outil à la disposition des États afin de protéger leurs industries nationales et de leur assurer des marchés d'écoulement de produits agricoles et manufacturés et même de services. Bien des gouvernements critiquent les politiques commerciales de certains pays. Mais la plupart d'entre eux résistent encore à toute forme de surveillance internationale sur le fonctionnement de leur économie y voyant là un empiètement sur leur souveraineté. Ce volume analyse les problèmes économiques que causent les diverses pratiques caractérisées par les subventions et résume les efforts internationaux consentis ces dernières années en vue de limiter l'utilisation d'aide financière et de régulariser les sanctions destinées aux pays qui subventionnent. Bien que les auteurs couvrent le thème de subventions dans le commerce